

Accord israélo-palestinien, maintenant

La réunion « trilatérale » entre la Secrétaire d'État des États-Unis, Condoleezza Rice, le Premier Ministre israélien Ehud Olmert et le Président palestinien, Mahmud Abbas, qui s'est tenue le 19 février à Jérusalem, ne peut même pas être qualifiée d'un pas en avant vers l'avenir pour relancer le processus de paix. Les États-Unis et Israël ont à nouveau imposé une série de conditions qui ne pourront pas être respectées au cours de cette étape préliminaire. Ils n'ont pas voulu prendre en considération l'importance de l'accord inter-palestinien qui a été conclu après avoir surmonté d'innombrables difficultés, il y a quelques jours à peine à La Mecque, sous la présidence du Roi Abdullah d'Arabie Saoudite. De nouveau, une lueur d'espoir s'éteint. Silence de la communauté internationale. L'Europe, encore une fois se tait. Seule la Jordanie, consciente de la complexité de la situation, étant donné qu'elle la vit de l'intérieur, demande aux États-Unis de revenir sur le rejet des propositions du Président palestinien.

De nouveau surgit la spirale infernale entre action et réaction alors qu'à l'instar de tout conflit, il n'y a qu'un seul moyen d'y mettre fin pacifiquement: les parties concernées ne doivent pas renoncer à leurs principes, ni cesser de défendre leurs idéaux, sinon cela voudrait dire que l'une d'entre elles est supérieure à l'autre. Ce qui changerait, c'est que les deux parties décident de défendre leurs idéaux et d'accepter leurs différences sans violence.

Et parallèlement à ce pas incontournable, un autre pas, tout aussi important doit être fait: pour avancer sur les chemins qui mènent à la paix, il est indispensable de regarder l'avenir, d'accepter des compromis en vertu desquels seuls les enfants des deux parties adverses priment, car c'est seulement ainsi qu'ensuite et tout au long du processus, il sera possible de résoudre les problèmes du présent et d'alléger le lourd fardeau du passé. Voilà pourquoi, refuser d'admettre comme interlocuteur le gouvernement d'unité palestinien est une grave erreur, qu'il est maintenant urgent de rectifier. Maintenant et sans plus tarder. C'est seulement ainsi, en s'appuyant sur la ferme résolution des deux parties à ne pas faire appel à la violence et à faire de l'avenir leur priorité essentielle, que rapidement les pourparlers diplomatiques et les conférences de concertation pourront être mis en œuvre, permettant d'aborder également les questions qui représentent un risque majeur de conflits dans cette zone, en particulier les questions qui ont trait au Liban et à l'Iran.

Il est clair qu'avec la stratégie basée sur la « guerre préventive » adoptée en Irak, la force n'a rien résolu. Et le prix payé ne s'est calculé qu'en morts et en souffrance. De nouveau, le fracassant et tragique échec de la guerre, solution inhérente à une économie de guerre poussée par une immense machinerie de guerre qui situe les dépenses en armements autour de 3.000 millions de dollars par jour. Avec les stratégies adoptées jusqu'à maintenant, tous ont été extrêmement fragilisés. Il est temps d'adopter une autre stratégie. Maintenant.

La formation d'un gouvernement d'unité nationale palestinien était aussi nécessaire que contraignante, ce qui n'a pas permis au Hamas et à Al Fatah à mettre de côté leurs désaccords pour mettre un frein à la guerre civile et s'atteler à ce qui était attendu après les élections, à savoir, gouverner la Palestine et conclure rapidement des accords initiaux avec Israël, qui de son côté et vu l'insupportable poids moral et politique que représente l'occupation a besoin de normaliser la situation. Le Président Abbas ne pouvait pas parler de paix avec le Premier Ministre Olmert avant de l'obtenir entre ses propres citoyens. C'est la raison pour laquelle, le résultat de la réunion « trilatérale » de Jérusalem est on ne peut plus inconvenant.

L'Union Européenne devrait, après les Accords de La Mecque, libérer le peuple palestinien des obstacles symbolisés par le boycott imposé au gouvernement du Hamas. Le fait de ne pas reconnaître les résultats électoraux est un autre sujet qui a des incidences dans le contexte extrêmement complexe du Proche Orient. C'est seulement en obtenant un « accord de parole » et en renonçant à la force, que l'Union Européenne, tout en profitant des bonnes dispositions de la présidence allemande et de la chancelière Merkel, pourra par la suite encourager fermement l'adoption d'une nouvelle politique pour l'ensemble de la zone.

C'est le seul moyen qui permettrait d'orienter les innombrables cas qui rendent la cohabitation pacifique impossible et qui découlent de l'effondrement des systèmes dictatoriaux qui maintenaient unis par la force des peuples de culture et de croyances différentes. Que personne ne soit dupe: « l'indissoluble union » toujours défendue

par les armées a les jours comptés. Seule l'union qui repose sur la libre expression de la volonté citoyenne vivra des jours heureux, avec les tensions et les réajustements inhérents à toute entreprise humaine.

Depuis de nombreuses années, les peuples israélien et palestinien ont été forcés d'accepter la dynamique perverse qui prétendait « si vous voulez la paix, préparez la guerre ». Maintenant, après tant de malheurs, la réalité sanglante les conduit irrémédiablement à envisager qu'il est nécessaire, s'ils veulent réellement la paix, de la préparer. « Si vous voulez la paix, contribuez par votre comportement à la rendre possible ». Il est par conséquent urgent de mettre sans plus attendre un terme au terrorisme, aux instigations, aux expropriations, aux colonies et aux travaux qui sont devenus inopportuns en termes de temps et de lieu... afin que la certitude selon laquelle il est enfin possible de découvrir de nouvelles voies qui mènent à vivre ensemble pacifiquement, gagne du terrain.

Le dialogue de reconnaissance est impossible tant qu'une solution politique acceptable ne sera pas envisagée par les deux protagonistes. C'est pourquoi, comme nous l'indiquons précédemment, ce dont ces deux peuples ont urgemment besoin, plutôt qu'un débat sur le passé –par définition arbitraire et reconstruit- c'est de partager une conception commune de l'avenir fondée sur une acceptation politique. L'acceptation de l'existence sûre et reconnue de deux États indépendants; l'acceptation d'un avenir commun étant donné qu'il est évident pour toute personne capable d'observer cette tragédie avec lucidité que les deux États

vont avoir besoin l'un de l'autre pour surmonter leurs antagonismes et surtout pour dominer leur passé.

La paix interne et la paix avec le voisin: voilà les grands défis que devront relever les Israéliens et les Palestiniens s'ils décident, à l'intérieur et à l'extérieur, de régler leurs positions et leurs points de vue, parfois diamétralement opposés, sans faire appel à la violence. En partant de cette prémisse, ils pourraient, alors et immédiatement compter sur l'initiative du plan de paix arabe mais aussi sur le soutien international. Eu égard à tout ce qui a été dit, nous pensons qu'il faudrait, maintenant réexaminer urgemment la situation au Proche Orient et ce à partir des fondements suivants :

- 1) Il n'y a pas de solution possible par la force, aussi bien du côté d'Israël que du côté des Palestiniens. Les deux parties doivent reconnaître le droit d'exister de l'autre dans un Etat sûr, protégé internationalement et viable.
- 2) La question des réfugiés doit être traitée sur la base d'une déclaration de la communauté internationale (l'ONU, les pays arabes, Israël, les Palestiniens et les grandes puissances) dans le cadre des frontières héritées de l'accord de Paix permettant le retour des réfugiés qui le souhaitent dans l'Etat palestinien. Pour ces derniers comme pour ceux qui choisiraient de rester dans le pays d'accueil, un fond de compensation et de réhabilitation serait créé.
- 3) En ce qui concerne la Syrie, les règles du rapport Baker – Hamilton, refusé par le Président Bush, devraient être suivies car elles favorisent la mise en place de négociations entre Israël et la Syrie tout en se fondant sur les bases que

Rabin et Barak ont adoptées en leur temps. Les points de litige qui depuis sont demeurés sans réponse peuvent être résolus, comme l'a vérifié la récente voie de négociations très discrète entre Alon Liel, l'ex Directeur Général du Ministère des Affaires Etrangères et une personnalité syrienne proche du régime. En ce qui concerne le Liban, les problèmes de frontière et autres difficultés qui doivent encore être réglées sont mineurs et seront facilement résolus.

- 4) La paix entre les israéliens, les palestiniens et les syriens permettra à la Ligue Arabe de s'engager, à partir de la proposition de paix de 2002 qui stipule que si Israël conclut des accords de paix avec la Syrie et les palestiniens sur la base des frontières de 1967 – à l'exception de petites modifications acceptées par les deux parties- et si l'on parvient à une solution consensuelle sur la question des réfugiés, la totalité du monde arabe pourrait signer la paix avec Israël et 22 drapeaux arabes pourraient alors ondoyer au vent des ambassades de Jérusalem israélienne.
- 5) La création d'un forum de rencontre israélo-palestinienne arabe destiné aux acteurs issus des sociétés civiles de ces peuples pour favoriser la cohabitation culturelle et confessionnelle.

L'accord israélo-palestinien est le premier pas indispensable à faire pour résoudre les problèmes qui actuellement assombrissent cette région qui, après avoir normalisé sa situation pourra grandement contribuer à inaugurer une nouvelle ère. C'est maintenant qu'il faut le faire.

Sami Nair, Professeur invité de l'Université Carlos III.

Shlomo Ben Ami, ex – Ministre des Affaires Etrangères d'Israël.
Vice-président du Centre International de Tolède pour la Paix.

Federico Mayor, Président de la Fondation Culture de Paix.